# Rentrée 2026, toutes les raisons de se mobiliser dans l'Éducation nationale

vendredi 16 octobre 2026, par Lucas

ACTUALITÉ

RENTRÉE 2026, TOUTES LES RAISONS DE SE MOBILISER DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

*Personnels, élèves et familles effectuent leur rentrée dans un contexte de crise systémique de l'Éducation nationale.*

06

400 € DE PLUS. TOUT DE SUITE ! SANS CONDITION, SANS MÉRITE, SANS CONTREPARTIE.

MARDI 29 SEPTEMBRE 2026

DES MOYENS POUR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

MARDI 29 SEPTEMBRE 2026

C'est par la mobilisation, dont la grève du 29 septembre dans la Fonction publique, la première étape, que nous pourrons obtenir une autre politique.

Personnels, élèves et familles effectuent leur rentrée dans un contexte de crise systémique de l'Éducation nationale.

L'institution, en l'espace de quelques mois, a démontré son impréparation et son incapacité à protéger personnels et usager·ères lors de la canicule de juin et face à une cyberattaque qui a eu pour conséquences des vols de données massives ainsi qu'une paralysie des outils informatiques en amont de la rentrée, désorganisant en grande partie la rentrée (complètement dans les académies de Nantes et Toulouse).

Face à la canicule de juin, malgré les alertes syndicales depuis des années, les personnels ont eu l'impression de revivre les errements de Jean-Michel Blanquer lors du covid : un Ministre qui explique que tout est prêt et qui refuse de produire des consignes nationales, laissant les équipes sur le terrain gérer comme elles le peuvent au gré des décisions arbitraires de leur rectorat.

Et que dire de la faiblesse de l'investissement politique et financier de ce ministère pour sécuriser des outils informatiques vieillissants tout en poussant toujours un peu plus la dématérialisation ?

Cette rentrée est également celle d'un vaste plan social pour les enseignant·es contractuel·les qui sont massivement non renouvelés au prétexte d'un afflux plus important que prévu de lauréat·es du concours nommés fonctionnaires stagiaires devant élèves et de la suppression de 3256 postes. Encore une fois, le ministère démontre son mépris pour des personnels qui sont parfois « remerciés » après 5 années de bons et loyaux services, à un an de la CDIsation.

Mépris aussi du Service public d'éducation quant de nombreux élèves continuent de se retrouver sans enseignant·es à la rentrée faute de remplaçant·es titulaires.

Que dire également de la gestion déshumanisée des AESH, dont on refuse toujours de reconnaître le caractère pérenne et l'investissement par la création d'un corps de la Fonction publique et qui subissent une énième réorganisation avec la généralisation sans bilan des PAS. Beaucoup d'entre elles sont contraintes de quitter l'Éducation nationale en refusant de signer un avenant à leur contrat modifiant leur zone d'affectation.

C'est un investissement massif dont a besoin le Service public d'éducation : utiliser la baisse démographique pour diminuer massivement le nombre d'élèves par classe et les moyens de remplacement, investir dans l'adaptation du bâti en l'isolant mais aussi dans la transformation écologique via les cantines, les modes de chauffage et la végétalisation, investir dans des outils informatiques qui améliorent leur sécurité et les conditions de travail ce celles et ceux qui les utilisent.

Et bien sûr, augmenter massivement le traitement indiciaire pour rendre les métiers attractifs. C'est par la mobilisation, dont la grève du 29 septembre dans la Fonction publique est la première étape, que nous pourrons obtenir une autre politique.